

l'incarnation du pouvoir populaire dans un chef du peuple, un démagogue, comme ils disaient. Ils avaient vu à l'œuvre ces usurpateurs de la puissance populaire auxquels ils donnaient le nom de tyrans. Ils ne pouvaient pas comprendre combien est dangereuse pour un peuple libre la concentration du pouvoir dans les mains d'un seul. Ils savaient très-bien que, quel qu'eût été le chef, il n'en est fait de la liberté et de la souveraineté du peuple. L'expérience les amena à reconnaître que, dans une société démocratique, un chef n'est qu'un obstacle, et qu'il est toujours inutile, mais encore singulièrement dangereux, et que le meilleur moyen d'arriver à l'unité de gouvernement, c'est de rendre sérieuse l'action du peuple sous ses diverses parties qui composent le gouvernement. Cette dictature à laquelle, dans certaines circonstances critiques, le peuple peut être obligé de recourir, ce qui est toujours, du reste, le signe d'un état de crise, et la limite dans l'aéropage, comme cela a été expliqué, et là elle n'offrait pas le danger d'une dictature personnelle. En conséquence, ils créèrent, comme on a vu, un certain nombre de commissions, des commissions indépendantes, ayant toutes leurs attributions spéciales et déterminées, de telle sorte que, bien que chacune d'elles, dans les limites assignées par la constitution, conservât une certaine indépendance, aucune ne put cependant empiéter sur la sphère des autres, et qu'àinsi l'unité du pouvoir exécutif se trouvât réalisée dans leur commune action. Cette organisation, qui fut adoptée par le peuple athénien, fut reconnue par les autres peuples grecs comme étant parfaitement rationnelle; elle doit être prise en très-sérieuse considération par quiconque s'intéresse à l'avenir de la démocratie moderne. Cette organisation, qui fut adoptée par le peuple athénien, fut reconnue par les autres peuples grecs comme étant parfaitement rationnelle; elle doit être prise en très-sérieuse considération par quiconque s'intéresse à l'avenir de la démocratie moderne. Cette organisation, qui fut adoptée par le peuple athénien, fut reconnue par les autres peuples grecs comme étant parfaitement rationnelle; elle doit être prise en très-sérieuse considération par quiconque s'intéresse à l'avenir de la démocratie moderne.

En principe, chaque citoyen pouvait rédiger un projet de loi et le soumettre aux suffrages du peuple. C'était la conséquence de la loi de l'égalité devant la loi, de l'égalité de chacun de ces citoyens à cette souveraineté. Seulement le *droit* de proposer une loi était entouré de précautions nécessaires pour en éviter l'abus. Dans d'abord, le projet de loi, le mesure d'ordre, la loi fixait l'époque où il serait permis de proposer de nouvelles lois. Ces propositions devaient être faites dans la première assemblée de l'année, c'est-à-dire où on ne peut pas proposer de loi, car on ne l'a pas laissée passer le délai, il fallait attendre jusqu'à l'année suivante. En outre, c'était un principe de droit public que tout projet de loi, avant d'être soumis au peuple, devait être discuté par le sénat, l'examine d'abord par le sénat et ensuite par les archontes thesmothètes. Le sénat faisait ses observations, exposait ses objections. Les thesmothètes, ces magistrats de la loi, les principales attributions de veiller au dépôt des lois, les siegeaient ordinairement ensemble. Avalaient-ils le *droit*, lorsque se produisait une proposition, mais ils ne pouvaient pas la substituer ou aux intérêts de l'Etat, de l'arrêter au début? Cela est probable, mais on ne peut rien dire de certain à cet égard. Quoi qu'il en soit, s'ils avaient révoqué une loi, ils ne pouvaient pas en proposer une autre, plus grande modération et n'avoir jamais abusé de la question préalable, comme cela se pratique malheureusement trop souvent dans nos assemblées. Lorsque le sénat avait donné son avis terminé, si ni le sénat ni les thesmothètes n'interposaient leur  *veto* , les *proedres*, c'est-à-dire les membres du sénat qui présidaient l'assemblée, les *proedres* de la première réunion de l'année, la question de savoir si la proposition qui leur était soumise serait prise en considération. Si l'assemblée se prononçait pour la proposition, après avoir entendu l'auteur du projet de loi, on renvoyait la proposition aux nomothètes, qui devaient prononcer définitivement. Mais ces nomothètes n'étaient pas ceux qui avaient signé la nomination n'avait lieu qu'à la quatrième et dernière assemblée de la première prytanie, vingt jours environ après la première convocation. Pendant cet intervalle, le projet de loi était soumis à la sanction des héros éponymes, et, au commencement des trois assemblées qui suivaient celle où il avait été présenté, le greffier en faisait lecture à haute voix, enfin, dix jours après, les citoyens, se réunissant plusieurs fois la loi nouvelle et y ayant réfléchi tout loisir, ne donnait son suffrage que si la justice et l'intérêt de l'Etat le lui commandaient. Après cette inspiration, les citoyens, les *proedres* procédaient à la désignation de nomothètes et faisaient décider en même

temps quand ces derniers se réuniraient, combien de temps ils siègeraient et quelle indemnité leur serait allouée. Comment ces nominations et le projet de loi furent-ils approuvés au sort? C'est ce que l'on ignore. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'ils semblent avoir été astreints au même serment que les héliastes. Cette délégation du pouvoir de statuer sur le projet de loi fut confiée à quelques-uns de ses membres, et, du reste, parfaitement conforme aux vrais principes, et elle montre le tact juridique du peuple athénien. Devant ce tribunal des nomothètes, le projet de loi fut discuté et la proposition n'était pas en contradiction avec la loi existante; lorsque cette contradiction existait, la discussion portait d'abord sur l'abrogation de la loi antérieure, et, après l'abrogation, le projet de loi fut discuté et fut décidé en connaissance de cause, on donnait à cette loi des avocats d'office (ἀνδρες) chargés de la soutenir devant les nomothètes. Ces avocats, qui étaient choisis par le peuple, étaient naturellement choisis parmi les hommes les plus capables, afin qu'aucune des raisons qui pouvaient être invoquées en faveur de la loi dont on demandait l'abrogation ne fût oubliée. Quant à l'accusateur, il fut un métier de cette fonction de défenseur de la loi, il était de règle que le même personnage ne pût en être chargé deux fois dans sa vie; mais cette règle ne fut pas toujours observée, car, en 354, on vit deux incapables de défendre ainsi les vieilles lois étaient nécessairement peu considérable, et l'on était forcé de revenir parfois à ceux qui avaient déjà rempli cette mission. Avant avoir vu les défenses faites par les avocats, l'auteur de la loi nouvelle et les orateurs qui voulaient la soutenir, les nomothètes décidaient. Dans le cas où ils étaient d'avis d'admettre la loi nouvelle, il y avait lieu à un double vote, le premier sur le projet, et le second, le second adoptait la loi nouvelle. Mais tout n'était pas encore fini avec le vote des nomothètes. Tant que l'année n'était pas écoulée, le premier vote, l'année n'était pas écoulée, le premier vote du projet, en déposant une plainte contre lui entre les mains des thesmothètes. L'action ainsi intentée portait le nom de *νεστωρ κατὰ νόμους*, accusation d'illegalité. Cette action pouvait être intentée avant ou après le vote des nomothètes et après la prise en considération par l'assemblée. Elle suspendait immédiatement ou la délibération commencée ou l'effet de la loi déjà adoptée. Avant que l'assemblée ne pût voter sur la loi, si l'accusateur n'obtenait pas la cinquième partie des suffrages, comme en toute accusation publique, il était condamné à payer une amende de 1,000 drachmes; s'il triomphait, l'accusé était condamné à payer 500 drachmes. La prononciée contre celui qui avait proposé la loi, et, en outre, cette loi elle-même, si elle avait été adoptée, se trouvait abrogée par la loi même de la condamnation de son auteur. Quant à l'initiative, elle était régie par le droit public athénien et doit être la règle de toute constitution démocratique, c'est-à-dire la plus grande liberté d'initiative accordée aux citoyens, mais à la condition que l'initiative engagera son propre responsabilité.

*Thesmothètes.* Nous venons d'exposer les préscriptions pleines de sagesse dont la constitution athénienne entourait la confection des lois. Les mesures prescrites à cet égard trouvaient leur complément dans une institution confiée aux thesmothètes de tenir la législation au courant des besoins de la société. Ces magistrats devaient proposer les retranchements et les additions, en un mot les modifications qui les justifieraient, et d'apporter au législateur qui se réunissait dans notre démocratie, dit à cet égard Eschine (*Contre Ctesiph.*, 38), à donner aux thesmothètes l'ordre formel de reviser chaque année les lois avec le concours du peuple ; mais, en outre, ils devaient surveiller, et en est, parmi celles qui sont en vigueur, de contradictoires ou implicitement abrogées ; enfin, s'il en existe plus d'une sur le même objet. « Les thesmothètes, comme on le voit, font de la législation et de la jurisprudence. Ils exercent une surveillance continue sur la législation. C'était devant eux que s'ouvrait l'enquête préliminaire soulevée par la constitution, lorsqu'un nouveau décret était présenté, et qu'ils ont pu proposer, tous les ans, les modifications par eux jugées nécessaires, ils contribuaient de leur côté à l'amélioration de la législation. Mais, il ne faut pas le perdre de vue, ils ne décidaient rien, ils ne proposaient rien, ils ne pouvaient proposer les amendements à l'assemblée du peuple, et c'était cette dernière qui statuait. Ainsi l'action des thesmothètes était toute préventive ; par là, elle se distinguait de l'action attribué au *areopage*, qui, nous le répétons, car celui-ci n'intervenait qu'une fois, lorsqu'il avait été violé par une décision du peuple ou par un arrêt des tribunaux, et il cassait alors le décret ou la sentence. Les thesmothètes étaient aussi investis d'attributions judiciaires, qui nous devons connaître plus tard.

Il est aussi fait mention d'un autre collège de magistrats, appelés *nomophylaxes* ou *gardiens des lois* et chargés de préserver de toute atteinte la législation. « Les nomophylaxes, dit le lexicographe Photius,

forçaient les magistrats à obéir aux lois ; dans l'assemblée du peuple et dans le sénat, ils étaient assis à côté des proedres, et ils s'opposaient à l'adoption des mesures préjudiciables aux intérêts de la ville. » Les nomophylaxes étaient au nombre de sept, ils étaient élus par le peuple, et leur fonction consistait à surveiller l'application des lois lorsque Epiphane restreignit les attributions de l'aropage. On ne saurait pas mieux connaître que par ces témoignages l'importance que les rois de Syrie accordaient eux-mêmes contre les personnes qui violaient ces lois. Et comme, pour remplacer l'aropage, cette magistrature, sur laquelle les auteurs antiques sont muets, n'eût probablement qu'une durée très-courte, et lorsque le décret de Tisamène fut rendu à l'aropage le droit de veiller au maintien des lois, les nomophylaxes disparurent comme un rouage inutile et sans raison d'être.

— *Organisation judiciaire.* Dans nos sociétés modernes, et notamment en France, le peuple n'exerce pas lui-même le pouvoir judiciaire, sauf en matière de justice de paix, où la compétence est attribuée à des citoyens désignés par le sort et qui prennent le nom de *jurés* à cause du serment qu'ils prêtent en entrant en fonctions. Dans les autres matières, et notamment en matière pénale, le pouvoir judiciaire est exercé par des hommes qui ont fait de la science juridique une étude spéciale et qui sont appelés *magistrats*.

— *Non* — Seulement le juge doit avoir les conditions requises pour exercer sa fonction, mais, encore, et c'est là une condition indispensable, il faut qu'il soit indépendant. C'est afin de procurer aux juges l'indépendance qu'on leur donne l'immovibilité de leur siège, l'irrévocabilité de leur nomination, l'irrévocabilité seule est insuffisante pour produire ce résultat; car, dit-on, si le juge est à vie, son pouvoir de juger s'éteint avec lui, et la nomination du juge ou exécutif, si, en outre, son avancement dépend de ce dernier, comme c'est le cas dans les monarchies absolues, ou comme au pouvoir exécutif et, partant, son

[illegible]

avec les archontes le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Ensuite, on commença à partager les pouvoirs, et cela arriva un peu avant Solon, qui fut le premier à donner à un tribunal spécial l'institution pour connaître de toutes les affaires d'homicide ; ses membres portaient le nom d'éphètes (ἐφέτες). Ce tribunal était composé de citoyens au-dessus de plus de cinquante ans et pris parmi ceux qui étaient les plus riches, les plus sages et les plus irréprochables et le meilleur renom ; ils étaient tous eupatrides et ils siègeaient sous la présidence de l'archonte-roi. On ignore combien de temps durèrent les fonctions confiées aux éphètes, si ce n'est qu'ils furent supprimés quand Solon, par la création du sénat des Quatre-Cents, diminua les attributions politiques de l'aréopage, il rendit à ce dernier, par compensation, tout ce qui avait été retiré des éphètes, qui perdirent beaucoup de son importance et ne conserva que le jugement des affaires de moindre intérêt, les meurtres involontaires. Il siègeait au Palladium. Apparaissent maintenant des tribunaux nouveaux, mais, par contre, entre l'époque de Solon et celle de Périclès, se forme et se développe la substitution des grands jurys populaires. Jusqu'àux réformes de Clisthène, tout le pouvoir judiciaire demeura entre les mains de l'aréopage, qui était composé de tous les citoyens au-dessus de cinquante ans et appartenant aux eupatrides. La compétence des archontes était la plus étendue. C'est aux réformes de Clisthène qu'il faut faire remonter l'apparition des premiers jurys de citoyens. L'existence de ces tribunaux fut la cause principale d'affaiblir la puissance de l'archonte. D'un autre côté, le peuple finit par ne pas se contenter du rôle que Solon lui avait assigné dans le gouvernement, rôle qui consistait, comme on l'a vu, à élire les magistrats, à voter une loi par an, pour recevoir les comptes des magistrats sortant de charge.

pour écouter les reproches qu'on pouvait lui faire et leur demander d'y répondre. Ce prenant l'importance du pouvoir judiciaire voulut y avoir part, et ce fut probablement pour donner satisfaction à cette nou-

le pouvoir du peuple que Clériste échappé les poutres du ciel, et qu'il se mit à appeler au peuple solennellement convoque des sentences rendues par les archontes. L'appel, qui d'abord fut un accident, devint de plus en plus fréquent; enfin, le jugement en première instance par les archontes, qui en était l'étude, dans la fin du ve siècle, les archontes ne purent plus imposer qu'une légère amende. C'est alors que, grâce à une révolution amenée par la force des choses, se produisit une transformation radicale dans l'organisation judiciaire. Cette transformation était opérée lors des réformes de Périclès et d'Éphialte. L'organisation judiciaire peut alors se résumer ainsi : l'aréopage a gardé le jugement de l'homicide intentionnel et des crimes qui se rattachent à l'assassinat; les citoyens se présentent devant l'assemblée judiciaire du peuple ou *héliée*, dont les membres prennent le nom d'*héliastes*; les affaires qui concernent l'intérêt privé peuvent être déférées directement devant les *héliastes*. Quant aux affaires d'ordre public, portées devant des arbitres; sauf conventions contraires, on peut toujours appeler de la décision des arbitres à celle des *héliastes*, et alors l'héliaste joue le rôle d'un tribunal d'appel. Quant à l'organisation, c'est d'abord l'assemblée des *héliastes* ou le débonnairement se présente au nom de l'Etat qui prétend lésé, ce sont les *héliastes* qui sont immédiatement saisis du procès, et leur sentence est définitive. Voyons maintenant comment sont composés les *héliastes* et comment ils fonctionnent sous la présidence des magistrats compétents.

— *Hélistes*. N'ayant ici qu'à montrer comment les choses se passaient devant ces grands tribunaux populaires, nous renvoyons, pour leur composition, leur attribution, leur organisation, à la loi de 1808, et nous nous bornons à dire devant eux, au mot *HELIASTE*, où ces questions sont traitées avec tout le soin qu'elles méritent; car elles n'ont pas seulement une importance historique, elles sont, on peut le dire, une garantie contre le somnambulisme de la démocratie, et, quand celle-ci devra se constituer d'une façon définitive, elle trouvera une source féconde d'enseignements dans la constitution politique de cette institution. Elle nous fait donc la connaissance à fait de la manière la plus complète l'application du jury à la connaissance de toutes les causes. Cette grande et définitive conception se trouve déjà réalisée dans notre législation actuelle, elle est tout entière dans ce que nous n'avons pas encore convaincu de l'utilité du jury, et l'influence de l'esprit de routine est encore si grande, que l'on rencontre parmi certains juristes attardés le regret des juges du 17<sup>e</sup> siècle, qui n'avaient fait que juger, c'est-à-dire que Napoléon n'était rien moins que partisan du jury criminel, et si cette institution n'eût pas déjà poussé de profondes racines dans nos mœurs juridiques, il est probable qu'elle n'aurait pas survécu à tant d'abus, et que les institutions de la Révolution, qui ont été détruites dans leur germe par le représentant infidèle de 89. Toutefois, en général, on passe condamnation sur l'application du jury aux affaires civiles, et on se contente plus, même quand il s'agit des affaires civiles. Beaucoup soutiennent que l'application du jury à ces affaires serait absurde au premier chef. Le *droit* est une science, disent-ils, et les hommes ne sont que des animaux, et il est seul à leur servir les sortes d'affaires. Sans doute, le *droit* est une science et même une science fort abstraite, sinon *abstruse*. Mais qu'est-ce que cela prouve? Il est facile de montrer, de démontrer, de prouver, et il résulte pas nécessairement que le jury ne puisse être appliqué aux affaires civiles. On sait que dans tout litige il y a deux questions à résoudre : une question de fait et une question de droit. La question de fait est tout simplement et qui ont chacune leur mode particulier de solution. La question de *droit* revient tout naturellement à la science juridique, c'est-à-dire à son représentant, au juriste, c'est-à-dire à celui qui, dans une affaire judiciaire, est chargé de cette interprétation ; il

statue en même temps sur le fait et sur le *droit*, mais ce n'est pas la seule manière qui existe de résoudre la question, et la part de la science positive dans l'appréhension du fait n'est pas la seule abstraction du débat, tenir le fait pour constant, se demander quel est le *droit* dans ce cas, et charger un magistrat de résoudre la question avant que le juge auquel le litige est déféré ait apprécié le fait, n'est pas la seule manière, c'est jusqu'à un certain point suivie devant la cour de cassation, fut celle que Rome adopta d'abord. C'est à elle que cette cité célèbre, comme celle de la Grèce, a emprunté la méthode romaine, une façon systématique et rationnelle les principes juridiques et d'avoir élevé le *droit* à la hauteur d'une science, et l'on peut dire avec toute exactitude que, si d'abord le *droit* n'avait été une science, il n'aurait pas été en même temps le *droit* et sur le fait, la science juridique n'aurait pu se formuler. Ce fut une méthode analogue qu'employèrent les Arabes, les Indes, les Chinois, les Perses, et l'on peut dire qu'en toute matière civile ou criminelle ils créèrent une action particulière pour chaque cas qui pouvait se présenter, et déterminèrent

phères devant quel magistrat les diverses espèces d'actions devaient être portées. Les magistrats avaient aussi à examiner d'abord les matières juridiques, et à décider si les juges qu'ils étaient compétents, s'ils n'étaient pas compétents, les renvoyaient le demandeur; dans le cas contraire, ils accueillent sa demande. C'est ainsi que les juges, de cette manière l'affaire arrivait aux juges dégagés de toute difficulté doctrinale, et ces derniers n'avaient plus que de simples vérifications à faire, c'est-à-dire, afin de leur faciliter ces opérations, le magistrat qui avait instruit l'affaire était revêtu de la présidence du tribunal devant lequel elle était portée. C'est ainsi que les Athéniens résolurent le problème de la compétence relative aux matières juridiques, aux matières civiles comme aux matières criminelles. Nous avons maintenant à faire connaître leur système de répartition des matières d'après la compétence relative aux diverses actions était répartie entre leurs magistrats. On pourra apprécier ainsi à quel degré de développement étaient parvenues les parties du droit à Athènes.

Actions. Les actions se divisaient en actions publiques (*præpœ*) et en actions privées (*privæ*). Cette division des actions est fondamentale dans la science juridique. Les actions publiques étaient celles où l'Etat était directement en cause. Les actions privées étaient par le premier citoyen venu et le bénéfice de la condamnation était attribué soit à l'Etat seul, soit à l'Etat et à la partie civile, à la partie civile. Les actions privées étaient, quant à elles, des actions où un intérêt privé, sans que l'Etat y fût lui-même intéressé : elles ne pouvaient être intentées que par celui dont l'intérêt était en cause. Les actions publiques étaient, à la condamnation, la *hæc* n'entraînait pour le commandeur qui échouait que la perte des sommes qu'il avait dû consigner. La *præpœ* exposait le demandeur, si sa demande était rejetée, à une condamnation de 500 drachmes, à une amende de 1,000 drachmes et, en outre, à la peine d'intenter à l'avenir une poursuite (*præpœ*). A côté des actions privées proprement dites, il y avait les *ἀκρίβεια* ou actions de vérification. Elles pouvaient avoir consisté en ce que la *δικαστρία* ne constituait pas une instance véritable comme la *hæc*, avec demandeur et défendeur, mais une simple réclamation : ainsi, c'est par voie de réclamation que l'on pouvait demander un dédompagné qui réclamait sa dot dans les biens confisqués ; c'est par la même voie que l'on réclamait de l'Etat une indemnité, une récompense, etc. Parmi les actions privées, nous citerons en premier lieu l'action hypothécaire, d'abord relativement à la possession, à la propriété, l'action *ad exhibendum*, l'action pour cause d'indivision et l'action in rem qui était celle qui empêchait par voie de fait de se mettre en possession d'un bien. Pour les successions, il y avait l'action par laquelle le parent le plus proche d'une fille héritière réclamait devant l'archonte épéon le bien de sa fille, si elle n'avait pas de fils héritier. Si un fils se plaignait d'avoir été exhérité, il avait une action spéciale ; il en était de même lorsqu'un demandeur que son père fit interdire de l'administration de ses biens réclamait devant l'archonte épéon la restitution de son bien. Quant au divorce, le mari le demandait par une action spéciale, et aussi la femme ; la femme avait également des actions pour la restitution de sa dot ou pour des aliments. En matière de mariage, il y avait une action spéciale pour les réclamations qu'il pouvait avoir à faire à son tuteur. Si celui-ci le maltraitait, il y avait lieu à une action pénale ou spéciale. En cas de ingratitude de la part de l'époux, il y avait une action spéciale. L'espèce ; il en était de même pour le maître d'un esclave contre celui qui le lui retenait indûment. Enfin nous mentionnerons l'action *ἀντίδοχος* ou l'extorsion d'une convention, celles qu'on intentait pour le recouvrement de prêt ou de dépôt, pour la garantie en matière de vente, pour le cas de vice rédhibitoire d'un esclave vendu, pour le paiement d'un prêt, pour le recouvrement de fermages, pour réparation du dommage causé par un vol, pour quasi-délits, etc.

**Actions publiques ou pénales.** Chacun des divers crimes et délits donnait lieu à une  $\pi\rho\alpha\iota\varsigma$ . Outre ces  $\pi\rho\alpha\iota\varsigma$ , qui recevaient leur nom du fait même qui en était l'objet, il y avait des  $\pi\rho\alpha\iota\varsigma$  qui avaient un caractère général; c'étaient les  $\pi\rho\alpha\iota\varsigma$  de  $\pi\rho\alpha\iota\varsigma$  (dénonciation) avait lien en cas de flagrant délit. Celui qui avait été victime ou témoin d'un attentat allait requérir un magistrat, lequel se rendait aussitôt dans les lieux pour s'emparer du coupable. En ces cas, le privilège du domicile n'était pas un obstacle à ce que la perquisition se fit dans la maison du coupable. Les  $\pi\rho\alpha\iota\varsigma$  d'ordinaire, ainsi contre ceux qui donnaient lieu à un banni ou à une  $\mu\epsilon\tau\epsilon\omega\iota\varsigma$  fugitif revenu dans l'Attique, se l' $\alpha\pi\epsilon\pi\tau\epsilon\iota\varsigma$  (déclaration). C'était l'engagement que, devant le peuple ou devant les juges, le coupable faisait, ou autre, pour tel ou tel crime, devant le magistrat compétent, et ensuite devant les juges. C'était surtout contre les orateurs qu'était exercé ce droit. On leur faisait, par l' $\epsilon\pi\alpha\gamma\omicron\gamma\epsilon$ , connaître le moyen d'écarter de leur personne les innuis décrets du droit de parler au peuple.

On accusait, qu'un citoyen avait fait la délation, qu'un homme nous venons de parler, celui qu'elle concernait devait descendre muet de la tribune. C'était là le point de départ d'un procès, et les juges, les jurés, les membres des tribunaux entre le citoyen accusé et son accusateur. Disons aussi que si un citoyen frappé d'*atimie* et n'ayant, par conséquent, plus le droit de monter à la tribune, avait été accusé d'un crime, il n'avait pas le droit de se défendre contre lui le *γραφὴ ἑστόχαστο* (action propre aux orateurs). 30 L'*ἑστόχαστο* (dénonciation). C'était l'action par laquelle étaient portés à la connaissance du peuple les crimes de trahison, de rébellion, de révolte, de faux serment, c'est-à-dire des crimes non prévus et non définis par la loi, mais qui menaçaient la sûreté de l'Etat. Il y avait aussi lieu à l'*ἑστόχαστο* dans certains cas où l'intérêt public était en jeu, par exemple, quand des mineurs étaient lésés ou maltraités; quand un diètea avait commis une injustice; quand des violences avaient été exercées contre celui qui, au nom de l'Etat, avait été nommé à une charge ou à un commandement. Dans l'*ἑστόχαστο* pour crime de haute trahison, l'accusateur qui n'obtenait pas le cinquième des suffrages était condamné à une amende de 1,000 drachmes. Il n'en était pas de même pour les autres crimes de *ἑστόχαστο*. 40 La *πρόβηλο* (action préalable). Avant d'intenter une *ἑστόχαστο*, celui qui avait l'intention de se porter accusateur, devait déposer une somme d'argent, et prouver s'il avait des chances de succès. Le peuple ou le magistrat chargé de présider le procès devait décider que l'assemblée se prononcât par la *χριστορία* (vote en élevant la main) sur l'opportunité de l'action qu'il voulait intenter. Si l'assemblée refusait, l'accusateur n'avait, naturellement, surtout provoquée par celui qui se proposait d'attaquer un homme puissant. Si elle était favorable à la dénonciation, l'accusation pouvait être maintenue, mais, contrairement, il laissait au défendeur le droit de se défendre. 50 La *ῥήσις* (déclaration). La *ῥήσις* n'était qu'une variété de l'*ἑστόχαστο*. L'esclave, l'étranger, les femmes, pouvaient bien fournir des indications utiles, mais ils ne pouvaient pas porter l'accusation. Certains magistrats, les *ἀντιθέται* (contre-thètes), se substituaient à eux, et l'accusation suivait son cours comme dans l'*ἑστόχαστο*. Voici maintenant comment les choses se passaient dans l'*ἑστόχαστο*. Le magistrat chargé de présider le procès devait décider que le *thesmothète* poursuivit d'office. Comme pour les autres matières dont avait à connaître l'assemblée du peuple, le sénat des Cinq-Cents était d'abord saisi par le défendeur, qui devait déposer une somme d'argent, puis le sénat, après en avoir délibéré, mettait le peuple au courant et lui donnait son avis; ce dernier, quand il avait été consulté, devait décider si l'accusation des *prytanes*, décidait s'il y avait lieu de poursuivre l'accusation. Si le sénat refusait, l'accusation n'avait juridiction devant laquelle le prévenu devait être envoyé. Le plus souvent, le peuple recevait l'instruction et le jugement de l'accusation. Le magistrat chargé de présider avait lieu à ce sujet inidique de combiner les juges se composait le tribunal, quel magistrat le présiderait et quand il se réunirait; car l'assemblée du peuple décidait de la répartition des juges. Le magistrat chargé de présider lui-même si ce n'est dans des cas rares et par exception, et cette manière de procéder, loin d'être approuvée, fut toujours considérée comme une chose anormale, une chose qui n'avait pas lieu d'être. On se contenta de regretter, tant le sentiment du droit était viv à Athènes. 60 L'*ὕβρις*. C'était le prétexte d'une action populaire dirigée contre un citoyen qui avait encouru l'*atimie* et qui le caçait; mais elle était aussi dirigée contre un homme en pleine assemblée du peuple. Elle consistait dans une dénonciation directe et par écrit présentée au magistrat chargé spécialement de la répression de l'*ὕβρις*. Le magistrat chargé de poursuivre l'action devait décider si elle pouvait être maintenue. Si le magistrat chargé de poursuivre l'action refusait, le prévenu n'avait pas le droit de se défendre, pour lesquels la simple échance de leur dette non solvée entraînait *atimie ipso facto*. On appelait encore, mais par extension, l'*ὕβρις* l'action dirigée contre les mal-faiteurs (*κατασκευαί*). Dans ce cas, elle n'avait pas le caractère d'une action publique, mais elle avait l'expression générique par laquelle on désignait toutes les accusations criminelles, qui, en outre, avaient chacune leur nom particulier. 70 La *φάσις*. Enfin, l'action par laquelle se poursuivait la réparation d'un tort fait aux citoyens, et qui avait reçu le nom de *φάσις*. C'était au moyen de l'*φάσις* que les citoyens et les citoyens les trafics de contrebande et de marchandises prohibées, la fraude en matière de *droits* de navigation, le transport de marchandises prohibées, les fraudes de l'*Atτικὴ* l'exploitation clandestine des mines, etc. Dans cette action, l'accusateur recevait ordinairement la moitié de ce qu'il faisait rentrer dans la caisse de l'Etat.

Tel était, dans le droit athénien, le système des actions tant publiques que privées. Il protégeait tous les intérêts, ceux de l'individu comme ceux de l'Etat, et il plaçait cette protection à la portée de tous les citoyens; en d'autres termes, il atteignait les deux buts essentiels que doit se proposer tout système de procédure. Voyons, maintenant, comment ces actions étaient mises en pratique.

— *Magistrats.* Il est de l'essence de toute magistrature d'être revêtue d'une certaine juridiction. Le magistrat auquel a été déléguée une portion de la puissance publique doit avoir le *droit de connaître* des faits qui

entrent dans le cercle de ses attributions. C'est ainsi que de nos jours encore, les ministres, les préfets, les maires, tous délégués du pouvoir exécutif, mais à des titres divers, sont susceptibles d'être poursuivis. Sans doute cette juridiction est peu entendue; le motif en est que si, d'un côté, la juridiction est de l'essence de toute magistrature, d'un autre elle ne saurait être exercée sur le développement du *droit*, toujours en vue d'amener la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif. Cela se constate particulièrement dans la cité antique et particulièrement dans la Rome ancienne. On n'a pu constater tout à la fois du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire; puis, lorsque le régime aristocratique eut succédé à la monarchie, les juges furent séparés des magistrats, et les juges; mais ces magistrats perdirent de plus en plus le pouvoir judiciaire. Ils conservèrent bien le *droit* de prononcer des peines pécuniaires dans certaines circonstances, ainsi, par exemple, l'épistate pouvait infliger jusqu'à 50 drachmes d'amende à l'orateur qui, à la tribune, manquait à l'ordre; l'archonte pouvait punir de la même amende quiconque avait manqué à un serment; les archonoloxiarques pouvaient mettre à l'amende le citoyen qui ne se rendait pas à l'assemblée ou qui y arrivait trop tard; les gynéconomes, au contraire, avaient même à l'égard des femmes qui manquaient aux prescriptions de la loi, le droit de prononcer une amende; mais ce n'était pas là le *droit* de juger proprement dit (*ἀποκρίσις δικαίου*), c'est-à-dire le *droit* de décider les litiges entre particuliers. Le *droit* de juger, le *droit* de dire (*ποιεῖν δίκην*), en d'autres termes, la juridiction appartenait exclusivement aux tribunaux publics. Les magistrats n'avaient mission que comme on la fort bien dit, consistant à ouvrir les portes du tribunal aux parties : ils n'avaient que la *τηρητικὴ διασκευή*, la conservation de l'affaire, comme nous dirions, c'est-à-dire qu'ils étaient chargés de recevoir, de recueillir l'accusation, de procéder à l'instruction et d'introduire devant les tribunaux les procès en état d'y être jugés. C'est pour ce motif que les magistrats n'ont jamais eu de missions directrices. Il était de règle, à cet égard, que le magistrat qui donnait l'action au demandeur était aussi chargé de l'introduction de son affaire devant le tribunal. Mais il appartenait aux juges, les saisissants, de donner soin de connaître d'un certain nombre d'affaires, comme cela va être indiqué, et ici encore l'examen des diverses compétences donne lieu à quelques remarques importantes. Nous atteints le *droit attique*. Voyons d'abord quel était la compétence des archontes.

Le neuf archontes réunis étaient chargés de l'instruction des accusations intentées contre des magistrats ou des fonctionnaires publics, et les accusés étaient dirigés contre les auteurs des oppositions, des injures, des outrages, des infractions aux lois de l'Etat. En outre, les divers archontes avaient chacun leur propre compétence. Ainsi, l'*archonte-roi* avait dans son ressort les accusations d'irréligion, les délits de sacrilège, les infractions aux lois relatives à la religion, les accusations en matière de ruses, enfin les accusations capitales à raison des faits dans lesquels le *droit divin* était intéressé. Tout ce qui regardait la famille était dévolu à l'*archonte des familles*, et, dans toutes les actions qui prenaient leur naissance dans les lésions d'un droit ou d'un intérêt de famille, telles que le divorce demandé par le mari, la restitution de la dot, la dette d'aliments, l'indivision, l'interdiction du prodigue pour cause de folie, l'interdiction du père qui dissipait son patrimoine, la négligence ou l'infidélité des tuteurs, enfin toutes les actions relatives aux successions. Tous ceux qui regardaient les étrangers étaient de compétence de l'*archonte étranger*, ainsi, il était chargé d'instruire les mêmes causes que celles qui, entre citoyens, étaient attribuées à l'archonte éponyme. Quant aux *six thesmothètes*, ils avaient l'instruction des causes relatives à l'Etat et l'intérêt purement privé des particuliers, toutes celles qui concernaient les contrats entre citoyens, et dont la valeur dépassait 10 drachmes, l'action en remboursement de prêts à intérêt, les actions relatives aux loyers, de fermages, les actions pénales.

images, les actions relatives aux prêts gratuits aux mines, aux affaires commerciales, etc. Ils étaient chargés aussi de l'instruction des actions relatives à la suppression frauduleuse du nom d'un débiteur de l'Etat sur les registres publics, à la corruption, à la prostitution au vol, à l'usurpation des droits de citoyen, à la syphilantie, aux injures et aux voies de fait, au faux témoignage, etc.

Rappelons aussi que les archontes, surtout tous les thesmothètes, étaient aidés dans leurs travaux par des *agorographes* (*agorographoi*).

qu'ils travaillaient par des assesseurs (παρόδοτοι) qui les assistaient de leur présence et de leur conseil. C'était à l'archonte lui-même qu'il appartenait de choisir ses parrèdes et il les prenait ordinairement parmi ses parents, ses amis, parmi ceux enfin en qui il avait confiance. Le citoyen ignorant parvenu à l'archontat trouvait le moyen, en se donnant des assesseurs connaissant les lois, de remplir les devoirs de sa charge. La fonction d'assesseur était fort recherchée.

cause des profits illicites, bien entendu qu'il leur procurait. C'était au sénat d'empêcher les abus qui pouvaient avoir lieu à cet égard. Les archontes, de leur côté, pouvaient rendre les malheureux assureurs.

Voyons maintenant quelle était la compétence des stratèges. A ces magistrats était réservée l'instruction des actions relatives à la triérarchie ou entretien de la flotte, aux dépenses de guerre, aux poursuites concernant les manquements de service, militaires, tels que le refus de service, l'inaction pendant un combat naval, l'abandon de l'armement de la flotte, etc. Athènes avait aussi des magistrats chargés de la surveillance des prisons : les incarcérés, les *prisonniers*, dont ils devenaient responsables et qu'ils devaient représenter au tribunal au jour fixé pour leur jugement. Les Onze étaient aussi chargés de l'exécution, *ἐκτέλεσις*, des condamnations, avaient sous leurs ordres des agents (*παράσταται*, *ὑπηρεταί*) par lesquels ils faisaient surveiller les malfaiteurs : au nombre des serviteurs de la justice, les *ἐκτελεστικὰί*, étaient le bourreau, que l'on appelait *δολοχός*, et l'esclave public (*ὁ δημοσίου δούλος*, *ὁ δημοσίωτος*). Du reste, comme tous les autres magistrats les malheureux ne jugeaient pas : ils surveillaient les malfaiteurs, ils les gardaient, ils étaient devant les tribunaux dont ils étaient eux-mêmes présidents. Les Onze semblent aussi avoir eu d'autres attributions. Quand, par exemple, on prononçait la confiscation, ils étaient chargés de rechercher les maisons et les terres auxquelles devait s'appliquer l'arrêt, ainsi que les sommes d'argent et les objets de prix, et si des constataient que des biens appartenant à des particuliers étaient propriétaires, les Onze déféraient la question aux tribunaux. Outre les Onze, y avait les Quarante (*οἱ τεσσαράκοντα*). Ces derniers jouaient un rôle important : ils parcourent l'Attique, ils ont une double tâche : ils procèdent d'un intérêt inférieur à 10 drachmes en outre, ils instruisaient certaines affaires, notamment les plaintes de ceux qui avaient été soustraits à la justice, ils étaient chargés de les faire juger par les hélistes. Nous citerons encore les directeurs du commerce qui avaient dans leurs attributions les actions de commerce, les procès de importation ou d'exportation ; les agoronomes, qui avaient les actions contre les contrevanants en matière de commerce de détail ; les *σέσολογες*, ceux que les boulangers et marchands de farine avaient à leur service ; les *ἀποδοκταί*, qui étaient prévenus d'avoir fait usage de fausses poids ou de fausses mesures ; les *πολετες*, contre ceux qui n'avaient pas payé leur capital ; les *ἀποδοκταί*, qui avaient des actions relatives aux constructions navales et aux insalubres, etc.

**Juges maritimes (ναυτοδίκαι).** Les juges maritimes semblent avoir été plutôt des juges que des présidents de tribunaux. Quoiqu'il en soit, il est certain que, notamment au temps de Lysias, il y avait à Athènes un tribunal chargé de juger les litiges maritimes. Ils étaient quand le mauvais temps retenait au port les marchands et capitaines.

**Arbitres (δαιτυται).** L'arbitrage était fort en usage à Athènes. On distinguait les arbitres en arbitres publics (δαιτυται παρὰ τοὺς νόμους) et arbitres volontaires (δαιτυται αἰσάντες), c'est-à-dire choisis par les parties en litige, ou par compromis (ἀμφόβουλα). Quant aux arbitres publics, ils étaient pris tous les ans dans chaque phyle : en quel nombre ? c'est ce que je ne sais pas exactement. Ils devaient être âgés de plus de trente ans, et être d'origine de parents irréprochables, et prêter un serment professionnel. Leur compétence en matière privée n'était limitée ni par l'importance du litige, ni par la nationalité des plaideurs ; mais elle était limitée par le montant de la cause, qui partait à la phyle d'où l'arbitre avait été tiré. Les arbitres n'étaient pas compétents pour statuer sur les actions publiques ; mais ils pouvaient connaître de l'action civile résultant d'un crime public, et de l'action publique contre un crime privé. Ils étaient donc, à Athènes, que toute mission publique confiée à un citoyen engageait sa responsabilité ; ils poursuivaient ce l'on voulait diriger contre un citoyen, et ils étaient chargés de la condamnation et par la voie de l'arbitrage.

Les arbitres publics recevaient un salaire de 1 drachme de la *pagotran*; (consignation avant le procès), plus 2 drachmes, données l'une par le demandeur, l'autre par le défendeur, lors de la prestation du serment. Quelquefois le procès était transmis aux arbitres publics après avoir été instruit par un magistrat instructeur; les jugements des arbitres publics étaient susceptibles d'appel. Il n'en était pas de même de la sentence (*πρωσις*) de l'arbitre volontaire, qui était en dernier ressort.

— *Greffiers*. Pour compléter ce qui est relatif au personnel judiciaire à Athènes, nous devons dire qu'il y avait près des différents magistrats, près des tribunaux, du sénat, de l'assemblée du peuple, des *scribes* ou *greffiers*, dont le nom (*γραφεύς*) indique les attributions. Ces greffiers étaient, en général, des gens de condition inférieure, mais leurs fonctions les initiaient à la connaissance des lois. Cette connaissance leur donnait une importance particulière.